

définit 5. Le soutien du P.C.A. au F.L.N.

SOUS ce titre le numéro de Liberté, de Septembre-Octobre 1957, définissait une fois encore le sens et la portée du soutien du P.C.A. au F.L.N. ...

Deux événements importants marquent cette première semaine d'Octobre:

— La nouvelle loi-cadre de camoufflage pour l'O.N.U. s'est désintégrée, entraînant avec elle le cabinet Bourguès, sous les coups de l'opposition des travailleurs et des démocrates français et devant la résistance des Algériens, qui a fait éclater les contradictions entre les différentes tendances colonialistes. Cela ne manquera pas d'édifier les délégués à l'O.N.U. sur l'incapacité des gouvernants français à promouvoir, en dehors de nous, une quelconque solution.

— Le gouvernement tunisien soutenu par tout le peuple vigilant a pris des mesures de défense pour faire échec aux provocations graves et incessantes des troupes et de l'aviation françaises contre les postes frontalières de la Tunisie. Cela ne manquera pas de faire réfléchir les représentants des Nations Unies sur la volonté délibérée de certains cercles colonialistes français d'étendre la guerre à toute l'Afrique du Nord.

C'est dire que le dossier français ne se présente pas sous de bons auspices à la veille des débats à l'O.N.U. Par contre c'est sous le signe d'un front nord-africain des 3 pays que s'engageront les débats et c'est nettement la perspective de l'indépendance algérienne qui sera dans l'esprit des délégués, amis ou adversaires.

Nous vivons donc une étape décisive de notre lutte au moment où notre peuple va aborder sa 4ème année de combat.

Conscients de l'importance et de la gravité de l'heure, notre Parti réaffirme et précise sa position sur l'union, notre meilleure arme sur le sol national comme à l'étranger:

1°) Le P.C.A., qui conserve son autonomie organique et politique et qui joue son rôle propre dans l'intérêt présent et à venir de l'Algérie, affirme qu'il apporte son soutien résolu à l'action générale anti-impérialiste du F.L.N. qui dirige le combat du peuple algérien pour son existence en tant que nation. Ce soutien s'explique par le souci unitaire qui a toujours animé les communistes algériens et qui doit animer tout patriote sincère, toute organisation anticolonialiste conséquente. Il s'explique par le fait que le programme du F.L.N. et celui du P.C.A. comportent sur les problèmes brûlants de l'heure des points communs tels que: le cessez-le-feu sur la base de l'indépendance, l'instauration d'une République démocratique et sociale, une profonde réforme agraire, le droit des Européens d'Algérie à la citoyenneté algérienne au même titre que leurs compatriotes musulmans, des rapports nouveaux avec la France sur la base de la liberté et de l'égalité, des liens solides avec la Tunisie et le Maroc, l'accord avec les principes de Bandoeng. Ces points communs constituent la base de l'unité politique du peuple algérien et offrent une plate-forme sérieuse pour la consolidation de l'union nationale. C'est sur cette plate-forme commune que nous continuons à défendre l'élargissement du F.L.N. au P.C.A. dans le respect de l'auto-détermination de chaque organisation.

2°) En ce qui concerne la lutte armée, le P.C.A. déclare à nouveau qu'il n'y a plus de groupes communistes autonomes depuis que les « Combattants de la Libération » se sont dissous et intégrés à l'A.L.N. en Juillet 1956. Cette décision prise par le P.C.A. pour renforcer l'A.L.N. a été appliquée par lui et par le F.L.N.

3°) Il n'y a qu'une seule A.L.N. contrôlant tous les maquis et au sein de laquelle luttent des Algériens sans distinction politique ou sociale, y compris des Algériens d'origine européenne.

4°) Le P.C.A. continue à oeuvrer à la constitution d'une Centrale syndicale unique,

li. Un devoir national: faire échec au chantage anti-communiste des impérialistes

consacré
HE

ENFIN Liberté, de Septembre-Octobre 1957, consacré à l'ensemble de ces questions un article intitulé: «Un devoir national: faire échec au chantage anti-communiste des impérialistes».

portes -

A l'approche des débats à l'O.N.U. sur le problème algérien, les représentants des organisations nationales multiplient déclarations, conférences de presse, démarches pour obtenir un soutien plus large encore de l'opinion mondiale à notre cause. Nos camarades Larbi BOUHALLI et Rachid DALIBEY exposent le bien-fondé des aspirations nationales de l'Algérie dans les pays socialistes. Les porte-parole du F.L.N. effectuent des tournées dans les capitales européennes et asiatiques. Toute cette activité sera sans aucun doute profitable au peuple algérien.

Cependant, des représentants du F.L.N. à l'étranger ont cru devoir nier ou minimiser la participation des communistes algériens à la lutte nationale. Certains ont porté des appréciations erronées sur la politique ou la position de notre Parti.

A Oslo, A. KIOUANE et A. FRANCIS ont déclaré que les communistes algériens sont «tous français». Précisons en passant que le journal qui reproduisait cette affirmation annonçait dans une colonne voisine la condamnation à mort par les tribunaux colonialistes des camarades Mourad AKKACHE, Abdekader OUNICHE et Georges ACCAMPORA, tous trois membres des groupes A.L.N. d'Alger-Ville. A. KIOUANE et A. FRANCIS passaient sous silence non seulement le fait que la majorité des adhérents du P.C.A. sont musulmans, mais encore que ses membres d'origine européenne revendiquent hautement, y compris devant les tribunaux français, la qualité d'Algériens. C'est justement l'honneur du P.C.A. d'avoir éduqué et formé de tels patriotes, malgré plus d'un siècle de division sociale.

De son côté Ch. GUELLAL à New-Delhi a parlé du «racisme outrancier» des partis communistes français et algérien. Calomnie grossière qui ne mérite pas d'être réfutée.

Notons d'abord que ces déclarations que nous regrettons profondément sont particulièrement préjudiciables au mouvement national. D'une part, elles peuvent créer des germes de division à l'intérieur de ce dernier. D'autre part, il est maladroit et nuisible à la cause algérienne, alors que l'intérêt et le devoir des patriotes est d'aider le peuple français à se dresser contre ses gouvernants colonialistes, de dénigrer le seul parti qui entraîne en France des millions de travailleurs à soutenir notre droit, à l'indépendance, qui vient de lancer une nouvelle et vigoureuse campagne contre la guerre d'Algérie et qui mène pour cela une lutte difficile et pleine de sacrifices contre sa bourgeoisie impérialiste. De même la déclaration de A. KIOUANE et A. FRANCIS aboutit à estomper certains aspects positifs de la lutte du peuple algérien. Car c'est un signe de son rayonnement et d'un caractère non chauvin et antiraciste de son combat que de compter dans ses rangs de nombreux patriotes d'origine européenne dont certains sont tombés au champ d'honneur.

Pourquoi de telles déclarations? Nous assistons depuis quelque temps à une pression plus considérable encore des impérialistes américains et occidentaux (campagne de presse et de radio, déclarations d'hommes d'Etat, menaces, démonstrations de force en Méditerranée, manoeuvres militaires aux frontières, refus de crédit aux gouvernements etc...) pour semer la division au sein des peuples nouvellement libérés ou en voie de libération, affaiblir le caractère révolutionnaire de la lutte nationale de ces mêmes peuples, infléchir leur farouche volonté d'être indépendants politiquement et économiquement, et ainsi sauvegarder, regagner ou conquérir leurs privilèges et entraîner ces peuples dans des pactes militaires.

Devant la montée irrésistible de tous «leurs colonisés» africains, les impérialistes

français de plus en plus impuissants évoquent l'épouvantail communiste au sujet de l'Algérie en insistant sur l'exemple syrien.

Mais les événements de Syrie et de Jordanie doivent précisément éclairer les patriotes algériens sur l'attitude à avoir face à ce chantage odieux. L'exemple de la Syrie montre combien il est plus honorable et plus avantageux d'être ferme vis-à-vis des impérialistes que de céder à leurs pressions: le gouvernement syrien a décelé derrière le chantage anticommuniste un complot visant à asservir le pays. Par contre la Jordanie a perdu sa liberté parce que le roi et sa clique ont chassé le gouvernement Naboulsi par peur des revendications populaires et avec l'appui américain.

Les dangers auxquels la Syrie a échappé menacent également l'Afrique du Nord. Pour y faire face, il faut poursuivre notre lutte libératrice, renforcer le front de solidarité nord-africain, ce qui est relativement facile, et savoir distinguer nos amis de nos ennemis, ce qui l'est moins, devant le double-jeu des Etats-Unis en particulier. C'est ainsi que nous ne pouvons approuver le Président Bourguiba quand il proclame son attachement exclusif au monde occidental. Les Algériens refusent de lier leur sort aux pays du Pacte Atlantique, solidaires de la France malgré leurs divergences, et responsables aussi de flots de sang versés par notre peuple depuis bientôt trois ans.

La solidarité nord-africaine doit servir à la libération complète politique et économique des trois pays et non pas à créer un Pacte Méditerranéen, suite logique du Pacte de Bagdad, condamné par tous les peuples arabes. Certes nous devons exploiter les divergences entre les impérialistes pour notre propre libération mais sans jamais oublier que leur solidarité se ressoude contre notre volonté de libération complète et en prenant garde de nous laisser enchaîner à leur char. L'engagement pro-occidental du Président Bourguiba, alors que la sagesse politique consiste à prendre la voie de Bandoeng, c'est-à-dire à rechercher tous concours extérieurs, sans exclusive, sans conditions politiques, pour consolider la souveraineté tunisienne, aliène dans une certaine mesure la liberté de mouvement du gouvernement tunisien. Dans la pratique, cet engagement amène le représentant tunisien à s'abstenir dans le vote pour l'admission de la Chine populaire à l'O.N.U. — pour donner des assurances aux Américains — alors que l'intérêt bien compris des 3 peuples d'Afrique du Nord, le souci de l'opinion publique dans ces 3 pays et la simple justice commandaient un vote positif, à l'exemple du Maroc et d'autres pays afro-asiatiques. Cet engagement conduit, dans la pratique, le gouvernement tunisien à subir les tergiversations et les effets néfastes du double jeu américain pour l'achat d'armes, alors que la France menace la Tunisie en vertu d'un soi-disant droit de suite et mitraille les postes frontières avec les avions américains B. 26, et que sans contre-partie politique les pays de démocratie populaire sont prêts à fournir à la Tunisie les armées nécessaires à sa défense.

C'est ce double-jeu américain que condamne M'Hammed Yazid, représentant du F.L.N. à New-York quand il déclare: «Nous ferons le compte de nos amis... Nous mettrons également les Etats-Unis devant un choix car nous ne pouvons plus accepter de voir se continuer ce jeu qui consiste à couvrir de louanges académiques les jeunes démocraties tunisienne et marocaine et à fournir en même temps un soutien matériel et diplomatique à leur agresseur colonialiste». (Déclaration au journal «Action»).

Etre vigilant devant les manoeuvres de division impérialistes, repousser avec fermeté leur chantage anticommuniste, faire la distinction entre nos amis et nos ennemis, tel est le devoir de tout patriote algérien dans les heures décisives que nous vivons.